

A QUI PROFITE LE CRIME ?

Pour recueillir l'avis de la FGTB, nous avons rencontré Estelle Ceulemans. Elle nous livre son regard syndical et féministe sur le Revenu de base et le Bonus social généralisé en se demandant pourquoi on dénigre autant la Sécurité sociale...

Propos recueillis par Yves Martens (CSCE)

Estelle Ceulemans vient de remplacer, comme Secrétaire générale de la FGTB Bruxelles, Philippe Van Muylder qui prend une retraite bien méritée. Nous l'avons interrogée sur les propositions de Revenu de base (Ecolo) et de Bonus social généralisé (PS).

Ensemble ! : Vous avez débattu plusieurs fois de l'allocation universelle ou Revenu de base (RDB) avec Philippe Defeyt...

Estelle Ceulemans (FGTB) : Philippe Defeyt est un homme engagé et intelligent. Mais il fait systématiquement abstraction, sur le sujet de l'allocation universelle, des inégalités sur le marché du travail. Ce n'est manifestement pas son problème.

L'allocation universelle est une vieille idée mais elle revient en force dans un momentum particulier...

En effet, la Sécurité sociale est de plus en plus mise à mal, les mailles du filet deviennent tellement distendues que de plus en plus de personnes passent à travers. Les statistiques commencent d'ailleurs à montrer clairement les transferts entre Sécurité sociale et aide sociale, alors même que l'on sait qu'un tiers seulement environ des exclus de la Sécu obtiennent l'aide sociale. Le salariat est très fort remis en question, pas seulement à cause des nouvelles technologies mais surtout parce que le gouvernement fédéral détruit le salariat en créant de nouvelles formes d'emploi qui sont informelles, des « emplois » sans statut, comme les cinq cents euros par mois défiscalisés.

Vous réagissez comment à ce constat ?

Nous sommes à un moment clé où il faut remettre en avant des propositions de gauche. Dans ce contexte, ce débat sur le Revenu de base est une mauvaise chose, ça divise les forces de gauche alors que ce n'est vraiment pas le moment. On y perd beaucoup d'énergie. Le Revenu de base est un risque majeur pour la Sécu, pour son financement, pour les services collectifs, pour les salaires, je ne vais pas revenir là-dessus, nous répétons ça systématiquement. Le débat n'est pas le Revenu de base. C'est celui du refinancement de la Sécu. Celui de la hausse du salaire minimum. D'ailleurs



Estelle Ceulemans, nouvelle Secrétaire générale de la FGTB Bruxelles : « Il faut réhabiliter l'allocation d'insertion. »

Le Revenu de base est un risque majeur pour la Sécu.

les quatorze euros de l'heure minimum prônés par le PS, c'est une proposition qu'ils ont reprise de la FGTB. L'option est de voir la formation des salaires non pas par rapport aux soi-disant « pièges à l'activité » - alors qu'Ecolo semble aller dans cette

voie-là – ni en disant comme la pensée économique dominante qu'il faudrait baisser le salaire d'équilibre mais à l'inverse de voir ce dont les salariés ont besoin pour vivre. Les quatorze euros, ça vient de ce travail que nous avons fait en partant de la réalité des travailleurs. Début des années 2000, des progrès avaient été enregistrés, notamment grâce à la liaison des allocations au bien-être. Mais, depuis 2008, alors même qu'il a été reconnu que la Sécurité sociale avait été un amortisseur efficace contre la crise, elle est à nouveau remise en cause. Et le gouvernement fédéral actuel l'attaque et la déstructure comme jamais : il détruit la gestion

⇒ paritaire, s'en prend au financement direct et indirect, ne garantit plus la dotation d'équilibre...

Philippe Defeyt nous a déclaré qu'il ne voyait pas ce que des gens de gauche pouvaient reprocher à sa proposition de Revenu de base pour les jeunes...

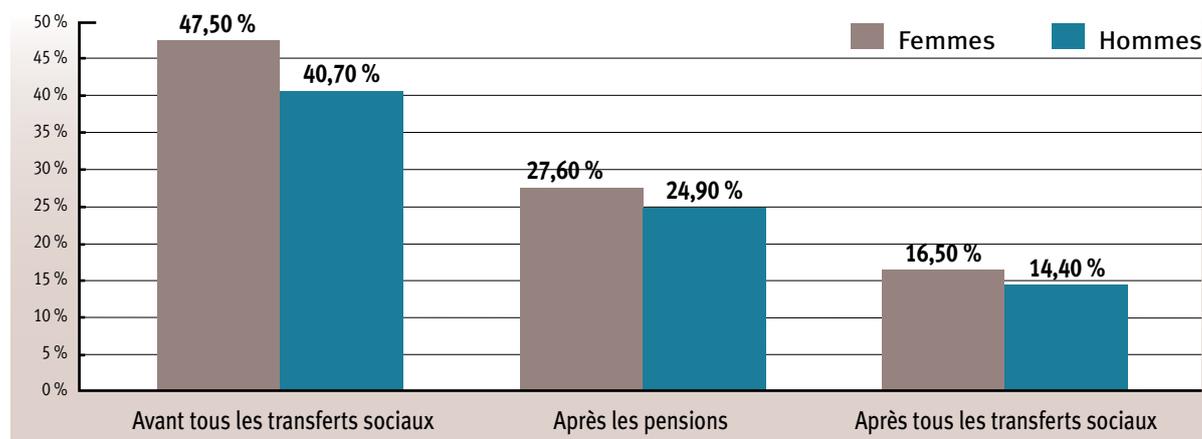
J'ai lu attentivement leur proposition. Un point positif est qu'ils font justement enfin la clarté sur les versions de gauche et les versions de droite du Revenu de base. C'est important car, ces derniers temps, le moins que

pour l'instauration d'un RDB, ce sont des déclarations d'intention. Est-ce qu'elles tiendraient dans une négociation gouvernementale ? On sait bien que non, d'où mon impression tenace que ces balises visent juste à rassurer, voire à enfumer, les contradicteurs. (Lire le résumé de la proposition en p.20 et l'analyse en p.16.)

L'argument fort, c'est l'inconditionnalité !

Nous demandons de déconditionnaliser l'accès aux allocations en revenant sur toutes les mesures d'activa-

RISQUE DE PAUVRETÉ PAR GENRE EN FONCTION DES TRANSFERTS SOCIAUX



Dépassée la Sécu ? Même si elle doit renforcée et améliorée, elle est un outil efficace de réduction du risque de pauvreté et diminue les inégalités entre les femmes et les hommes, malgré la non-individualisation des droits ! Attention : les allocations familiales font partie de ces transferts. Les retirer aux mères augmenterait donc leur risque de pauvreté. (Source : enquête SILC 2016)

L'on puisse dire est qu'ils avaient introduit un certain flou notamment dans leurs rapports avec l'Open VLD ou avec Georges-Louis Bouchez. La proposition d'Ecolo est d'ailleurs précédée d'une longue intro qui vise manifestement surtout à répondre aux objections de la gauche, en reprenant plusieurs de nos revendications. Mais ce sont des déclarations de principe. Est-ce que ces déclarations sont sincères ? J'en doute fortement. Ils proclament que le RDB sera un sixième pilier de la Sécurité sociale tout en justifiant sa nécessité par la faiblesse de la Sécu, des salaires, des services publics, etc. Or si la Sécu est renforcée, que le salaire minimum est revalorisé, si les services publics sont renforcés, s'il y a une véritable réduction collective du temps de travail, bref si nos revendications sont rencontrées, la conclusion est qu'il n'y a pas besoin de RDB. Donc je doute de la sincérité d'Ecolo ou en tout cas je doute qu'ils croient eux-mêmes pouvoir obtenir satisfaction sur ces points essentiels. C'est du vent à mon sens. Ecolo nous dit, visiblement pour nous rassurer, qu'il veut garder la gestion paritaire et inscrire le RDB dans la Sécu. C'est mignon. Mais ce n'est pas crédible puisque ce qui est proposé va à l'encontre d'un des principes de la Sécu, celui de la solidarité qui veut que chacun contribue en fonction de ses moyens et reçoive en fonction de ses besoins, soit l'exact inverse de leur Revenu de base ! Les balises mises par Ecolo

tion prises depuis 2002 (y compris récemment contre les malades), qui sont stigmatisantes et jettent les personnes exclues dans la pauvreté ou le no man's land. Si l'on fait ça, l'inconditionnalité du Revenu de base ne vaudrait pratiquement plus que pour quelques rentiers...

Et concrètement, que pensez-vous de la proposition ?

Le Revenu de base pour les jeunes s'arrête à vingt-six ans. Qu'est-ce qui se passe après ? Il y a là un effet de seuil problématique. Pourquoi ne pas plutôt réintroduire l'allocation d'insertion de façon pleine et entière

Cette proposition va à l'encontre d'un des principes de la Sécu, celui de la solidarité.

comme avant 2012 ? Ensuite, ils proposent de la financer en partie par les allocations familiales. Or celles-ci viennent d'être régionalisées. Ecolo va-t-il obtenir de revenir sur la sixième réforme de l'Etat ? C'est complètement irréaliste ! En outre, les allocations familiales tiennent compte de situations particulières (faibles revenus, handicaps) et sont une ressource indispen-

sable aux ménages, en l'occurrence souvent à la mère. Les supprimer serait désastreux pour ces mères. Donc, au final, j'ai plutôt l'impression que la proposition est irréaliste et est surtout un geste électoraliste envers les jeunes. Il est vrai que les jeunes sont dans une situation très difficile, ils sont particulièrement fragilisés. Donc il faut développer des politiques envers eux. Mais

Dans le Bonus social généralisé, il y a confusion de genre entre Sécurité sociale et aide sociale.

pas un Revenu de base. Réhabiliter l'allocation d'insertion, comme je l'ai dit précédemment, revaloriser et élargir les bourses d'études, poursuivre les efforts de la Garantie jeunes, voilà des pistes plus réalistes et plus justes. Et moins simplistes que la poudre aux yeux du Revenu de base !

Et que pensez-vous du Bonus social généralisé (BSG) proposé par le PS ?

J'y vois pas mal de contradictions par rapport au reste du programme du PS. L'objectif louable : permettre à tout un chacun de disposer d'un revenu permettant de vivre dignement. La question, puisque c'est un complément, est : « Va-t-on prendre en compte seulement les revenus du travail et des allocations sociales ou aussi ceux du capital et de l'immobilier ? » Et est-ce que ce ne serait pas une usine à gaz ? Figer la situation d'une personne pour calculer son complément me paraît bien compliqué. Comme dans la proposition d'Ecolo, il y a confusion de genre entre Sécurité sociale et aide sociale alors qu'on n'est pourtant clairement pas dans la Sécu. C'est davantage un système universel qui devrait être financé par des moyens généraux. Quelle serait encore la raison d'être des CPAS ? Leur rôle sera-t-il de calculer les compléments ? Le montant prévu serait de 110 % du seuil de pauvreté. Mais, si à une date X, on relève tous les revenus minimums à ce niveau, le seuil de pauvreté augmente instantanément. On imagine aussi, comme pour le Revenu de base, le contrôle des prix qui serait nécessaire pour qu'une telle augmentation ne provoque pas une hausse parallèle des loyers et autres prix. Le risque de pression sur les salaires est le même également. De nouveau, on a cette impression qu'on invente un système de toutes pièces au lieu d'améliorer l'existant, d'individualiser les droits, de revaloriser les salaires, de mener une vraie réforme fiscale, etc. (Lire l'analyse de la proposition en p.35)

Ces propositions se veulent émancipatrices ?

Qu'en pensez-vous ?

C'est une vision « bobo », de gens qui vivent dans un monde particulièrement favorisé, ne se rendent pas compte des effets pervers potentiels pour les classes moins privilégiées et pensent à tort que ce serait émancipateur pour elles. Alors que la seule chose qui puisse les émanciper, c'est la démarchandisation. Offrir des services publics performants, un enseignement de qualité, une mobilité accessible à toutes et tous, des bons salaires, etc. C'est une position défaitiste par

rapport aux évolutions du marché de l'emploi. C'est oublier également que, dans les nouvelles formes d'emploi, même quand il n'y a pas de façon nette de lien de subordination comme on l'entend dans la loi de 1978 sur les contrats de travail, il reste au moins une dépendance économique qui nécessite de maintenir ces travailleurs dans la protection sociale. Le problème se pose aussi avec la multiplication des indépendants, qui sont souvent de faux indépendants.

A ce propos, que pensez-vous de la tendance à étendre la protection sociale des salariés aux indépendants ? Le PS et Ecolo dans leurs propositions semblent vouloir s'engager dans cette voie.

Sur le principe, on pourrait créer une seule Sécurité sociale pour tous. Mais alors il faut rebattre les cartes. Il faut un même système de cotisations et sortir de la logique actuelle des indépendants qui est basée sur un principe de solidarité à l'envers : tout le monde ne contribue pas à toutes les branches, il y a dégressivité des cotisations et plafonnement des revenus pris en compte, ce qui fait que les petits indépendants contribuent proportionnellement plus que les grands. Ce qui me frappe, quand je discute avec des indépendants, c'est que très souvent ils ignorent cette injustice et ne savent pas comment fonctionne leur protection sociale. L'autre question évidemment, c'est celle du salaire. Le revenu déclaré des indépendants est bien différent de leur revenu réel et beaucoup font passer des dépenses du quotidien dans leurs « charges ». Rabattre les cartes de cette manière permettrait de mettre fin à cette forme de dumping social que sont les faux indépendants mais, évidemment, cela ferait disparaître la raison principale pour laquelle ils quittent, volontairement ou non, et de plus en plus souvent ce n'est pas volontaire, le statut de salarié.

Une conclusion ?

Je dirais que l'expression qui convient à ces propositions, c'est de dire que l'enfer est pavé de bonnes intentions, et encore, je ne suis pas toujours sûre qu'elles soient bonnes. Je rejoins totalement les critiques d'Hedwige Peemans-Poullet (lire p. 20) et donc je dis que ce projet est mauvais pour les femmes. Mais je suis d'accord qu'il faut faire quelque chose pour les jeunes, particulièrement malmenés ces dernières années. Et le faire avec eux, pas uniquement pour eux. Mais ce n'est pas facile. Cette proposition peut paraître séduisante pour les jeunes, surtout ceux d'entre eux qui ne connaissent pas les principes qui fondent la Sécu. Ils entrent dans le marché du travail via des jobs étudiants pour lesquels ils ne cotisent pas et donc ils ne s'ouvrent pas de droits. Cela leur donne aussi une fausse idée des salaires réels. Et maintenant s'y ajouterait une promesse de les faire soi-disant entrer dans la Sécu via le RDB alors que ce n'est pas de la Sécu. Je ne veux pas être méchante mais le gouvernement Michel affirme aussi que les mesures qu'il prend visent à défendre la Sécu. Or, son travail de sape c'est de la détruire et de rendre l'emploi de plus en plus informel, de moins en moins encadré, réglementé. Le Revenu de base irait dans le même sens. J'invite donc à se demander : « A qui profite le crime ? » □